

Evènement de haut niveau en parallèle de l'Assemblée Générale des Nations Unies  
Présidé par François Hollande, Président de la République française

***"L'économie sociale et solidaire : secteur clef pour un développement urbain durable"***

*Mardi 20 septembre 2016, Siège des Nations Unies, New York*

### **Discours du RIPESS par Yvon Poirier, Vice – Coordinateur :**

Le RIPESS est le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale Solidaire. Nous insistons sur le mot *solidaire*. Nous avons des membres dans plus de 60 pays, regroupés en réseaux continentaux. Nous avons également des organisations internationales qui sont membres. Notamment URGENCI, le réseau international de l'agriculture soutenue par la communauté, et le Forum mondial de l'économie sociale (GSEF), association basée à Séoul. Nous sommes directement liés à la base.

Notre mouvement a été lancé avec une première réunion tenue à Lima en 1997. Depuis lors, le mouvement de l'ESS a progressé dans toutes les régions du monde. Depuis RIO + 20, nous avons été activement engagés dans la promotion de l'ESS comme un paradigme alternatif de développement fondé sur une approche des droits humains.

Nous sommes membres observateurs actifs du groupe de travail inter-institutions des Nations Unies sur l'ESS, communément appelée la Taskforce.

Le 9 Septembre, une déclaration a été approuvée lors du Forum Global d'Économie Sociale 2016 tenu à Montréal du 7 au 9 septembre dernier. Nous désirons souligner en particulier un paragraphe :

*Nous, les 1 500 personnes..... provenant de 330 villes de 62 pays, réaffirmons avec force qu'une ville plus intelligente, équitable et durable est possible et qu'un modèle de développement économique qui place l'être humain au centre de l'activité économique, sociale et politique existe. Nous l'appelons **économie sociale et solidaire (ÉSS)**.*

Lors de la séance plénière d'ouverture, 40 maires de partout dans le monde, y compris certains des pays du Sud ont expliqué l'importance de l'ESS pour leurs villes.

### **Politiques publiques pour l'ÉSS**

L'ÉSS a beaucoup progressé depuis 20-30 ans, et ce dans toutes les régions du monde. La plupart des activités de l'ÉSS sont en lien direct avec les préoccupations des autorités locales, telles que le logement, les services sociaux ou la création d'emplois. Des citoyens s'organisent également à travers l'ÉSS afin de construire des alternatives à notre économie basée sur le carbone tels que l'agriculture urbaine ou des énergies renouvelables. Il y a trop de champs d'action, tels que la Société de développement Angus dont on vient d'entendre parler, pour toutes les nommés. Tout ceci contribue à un développement local durable. Ainsi, c'est tout naturellement que les autorités locales d'agir en partenariat avec les organisations de l'ÉSS afin de construire et adopter des politiques publiques et des programmes en appui à l'ÉSS.

À part les exemples de Séoul et de Montréal mentionnés plus tôt, voici quelques exemples. Au Mali, le RENAPESS, le Réseau national d'appui à l'économie sociale et solidaire a été partenaire du gouvernement pour l'adoption par celui-ci de la politique nationale d'appui à l'ÉSS en 2014. Il collabore présentement avec les autorités locales, dont le maire de Bamako qui était à Montréal, afin de mettre en place un réseau Villes et ÉSS.

Ces deux dernières années, la ville de **New York** s'est engagée, non seulement à soutenir le développement des coopératives dans la ville grâce à des outils de financement et de formation supplémentaires, mais a également commencé le suivi des collaborations qui existent déjà entre la ville et ces structures (en commençant par les achats publiques), pour éventuellement renforcer ces actions.

En 1991, la ville de **Toronto** a créé le Conseil des politiques alimentaires de Toronto. Cette initiative est essentielle pour la croissance d'un système alimentaire sain.

La ville de **Thiès**, (une municipalité près de Dakar), collabore avec un projet de logements coopératif (déjà partiellement réalisé) afin d'améliorer l'accès à des logements abordables. Des femmes sont à la direction de cette coopérative.

**REVES**, le Réseau européen des Villes des Régions pour l'économie sociale, a des membres dans 19 pays. Le critère d'adhésion est un partenariat entre une collectivité locale et une organisation ou réseau local de l'ÉSS. Ces réseaux existent également au niveau national tels que le RTES (Réseau des Territoires de l'économie solidaire) en France.

L'annonce de l'initiative C.I.T.I.E.S, annoncé lors de GSEF2016 permettra de donner plus de visibilité, à côté des autres activités d'échanges d'informations et de cartographie dans lesquels nous sommes impliqués. Ainsi, c'est une initiative qui est bienvenue.

En juin dernier, la Taskforce a publié un document qui identifie le potentiel de l'ÉSS dans 66 des 169 cibles des 17 Objectifs de développement durable(ODD) 2030. Nous devons maintenant expliquer et démontrer avec des exemples concrets de politiques et des programmes ce potentiel, ainsi que mesurer l'impact de l'ÉSS dans l'implantation des ODD.

Les membres de notre réseau, du niveau local au niveau mondial, sont directement engagés dans des activités liées à la plupart des objectifs de développement durable, y compris l'Objectif 11, Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sécuritaires, résilients et durables.

Ainsi, nous nous engageons à travailler avec tous les niveaux de gouvernements, dans un esprit de partenariat, afin de relever les défis auxquels font face les communautés partout dans le monde, y compris le défi de sauver l'écosystème planétaire contre une dégradation supplémentaire.

L'inégalité et l'exclusion sont le carburant pour les fondamentalismes de tous types. Ensemble, nous devons construire des sociétés inclusives et un niveau de vie satisfaisant et durable pour tous. Nous sommes fermement engagés dans cette direction.